

# PAS DE CAMPS DE CONCENTRATION EN FRANCE

Nous l'avons annoncé d'urgence, en avril 1955 : l'offensive contre les libertés démocratiques, commencée en Algérie, si elle n'est pas écrasée dans l'œuf, se poursuivra, ira en s'amplifiant, et s'étendra inéluctablement à la métropole. Les événements n'ont que trop confirmé notre prévision.

Aujourd'hui, la presse, particulièrement celle dite « d'information », a entrepris une nouvelle offensive de grand style, multipliant les titres à sensation à propos des attentats terroristes.

Nous l'avons dit en son temps : nous condamnons le terrorisme aveugle, non pas du point de vue d'une morale prétendument extérieure et supérieure aux forces en lutte, mais comme contraire aux intérêts fondamentaux de la révolution algérienne. Le terrorisme aveugle, à Alger, a considérablement contribué à souder les Européens en un seul bloc, et a aidé Massu à mettre en place son dispositif répressif. Le terrorisme aveugle, en France, risque d'approfondir encore le fossé qu'ont creusé les dirigeants du P.S. et du P.C.F., en votant les pouvoirs spéciaux, en impuissant la classe ouvrière devant la guerre d'Algérie, entre travailleurs français et algériens. Il facilite la sale besogne que s'est assignée aujourd'hui la réaction.

Car il est clair que la campagne de presse que nous dénonçons n'a d'autre but, malgré les hypocrites protestations de ses auteurs, que de créer une atmosphère de pogrome contre les travailleurs algériens immigrés. Déjà le Vél' d'Hiv' puis Jupy, ne sont autre chose qu'un prototype des tristement célèbres « camps de triage » algériens. Déjà, des travailleurs algériens ont porté plainte pour avoir été torturés à l'électricité par la police, sur le sol français.

Il n'est d'ailleurs que trop clair que si les camps de concentration et les tortures s'implantent en France, après les travailleurs algériens, ce sera aux travailleurs, aux dé-

mocrates français de les subir. Avant qu'il ne soit trop tard, il faut empêcher l'implantation des camps et des tortures en France !

# LA VÉRITÉ

Parti Communiste Internationaliste (Trotskyiste) - section française de la 4<sup>e</sup> internationale

RÉDACTION ADMINISTRATION  
5, rue de Cheronne, PARIS (11<sup>e</sup>). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr.  
3 mois : 360 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr.  
C.C.P. Siège de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

## LE NON OUVRIER à la dictature

II. — LE MARXISME ET LES PROBLÈMES DE LA LUTTE CONTRE LA DICTATURE.

(Lire le premier article dans le précédent numéro de « La Vérité ».)

**M.** GUY MOLLET s'est durci : « En 1946, j'étais un théoricien (!) partisan d'un socialisme romantique. Je pensais qu'il suffisait que les idées soient valables pour qu'elles soient approuvées. Depuis 12 ans, j'ai surtout mesuré l'importance du rôle des hommes. »

Rétablissons les faits : En 1946, Mollet avait déjà les qualités de combinard qu'il a développées considérablement depuis. Mais il y a dans cette apostrophe quelque chose de plus qu'un mensonge. Il est évidemment impossible de soutenir qu'à un moment quelconque de son existence politique, Mollet ait pu être peu ou prou marxiste. Il reste que, négativement dans son cas, le marxisme prouve une nouvelle fois sa vérité. De quels hommes Mollet a-t-il mesuré l'importance dans sa vie publique ? Prenons un exemple : Dans les premières semaines de son gouvernement, les gros patrons de la sidérurgie décident une élévation des prix de l'acier. Mollet, pour refuser les hausses de salai-

res, a repris la fable du cycle infernal. Le Président du Conseil convoque le Président de la Chambre Syndicale Patronale de la Sidérurgie, le défunt M. Jean Roby. De cet entretien, l'opinion publique n'a su que ce qu'a déclaré M. Roby en sortant de l'Hôtel Matignon : « Je suis persuadé que le gouvernement sera raisonnable et entérinera notre décision. »

Ce qui fut fait. Le prix de l'acier fut augmenté. Les salaires restèrent bloqués. En 1956 et bien avant, les idées, pour Mollet, n'avaient aucune importance. Ce qui comptait, ce qui compte pour lui, c'est la défense des intérêts de la bourgeoisie et de son Etat. Le magnat de la sidérurgie pèse plus lourd dans sa pensée politique que le métallo, la ménagère ou la vie du jeune mobilisé en Algérie. Eux, ils ne comptent pas. Pour Mollet, la lutte des classes est une vieille chanson, dont les réalistes du XX<sup>e</sup> siècle sourient doucement, jusqu'au jour où lui et ses semblables envoient les C.R.S. matraquer les grévistes. Le socialisme « romantique », les idées, ne servent qu'à piper les voix des électeurs ouvriers, à les tromper, à les duper. Mais, cussi roublard soit-il, Mollet

P. LAMBERT.  
(Suite page 4.)

## Les travailleurs diront NON à l'offensive réactionnaire

L'IMPORTANCE du dernier congrès du parti socialiste pour l'ensemble du mouvement ouvrier français est soulignée par ailleurs dans ce numéro de la « Vérité » ; mais il n'est pas sans intérêt de revenir sur les assises nationales du parti radical.

Le parti radical est sans doute la formation politique française la plus « classique ». Il est symbolique du parlementarisme bourgeois tel que nous l'avons vécu. Par sa division extrême, les oppositions violentes qui s'y heurtent, la corruption, le rôle des « lobbies » et des querelles personnelles, il reflète assez bien la réalité politique bourgeoise française. Mais en même temps, et en dépit de ses aspects dérisoires, le parti radical était jusqu'au 13 mai, un pilier indispensable de la domination bourgeoise. Prétendument représentatif de la petite bourgeoisie, des couches moyennes, traditionnellement laïc et « de gauche », ce qui assurait une certaine stabilité à l'ensemble du système, il était en fait l'une des agences du grand capital et son principal fournisseur de personnel politique. Le parti radical, qui a survécu à la III<sup>e</sup> République, escompte bien survivre à la IV<sup>e</sup>...

Mais les choses ne sont pas si simples. Le parti radical, parce qu'il était, dans une certaine mesure, au centre de la vie politique française, n'a pu éviter de se briser sur le problème de fond auquel les couches dominantes de ce pays font face sans le résoudre : le problème colonial - l'Algérie. Les divisions qui, à ce sujet, sont nées dans le parti ra-

dical sont plus graves, plus profondes que celles du passé. Elles impliquent le choix qu'en fait tous les courants politiques bourgeois ont dû faire ; s'en remettre au pouvoir fort et à la lutte de front contre la classe ouvrière ou, au contraire, tenter de canaliser le mouvement ouvrier par un « Front Populaire », et éviter ainsi la crise sociale.

Au dernier Congrès radical de nouvelles discussions sont venues se superposer à cette première ligne de clivage.

Ce n'est pas un hasard si la majorité pour le OUI au référendum a été si faible au dernier Congrès radical (57 % des mandats) ; il suffit de lire la déclaration du parti radical pour se rendre compte que ce OUI a été prononcé du bout des lèvres, et qu'il s'accompagne d'une série de réserves.

Certes, la Constitution n'est pas mauvaise, mais... pourquoi la Radio et la Télévision, depuis des semaines et des mois, sont-elles organisées en vue d'une propagande à sens unique, inadmissible dans un régime démocratique ? et, pour ce qui est de l'Algérie : « les conditions dans lesquelles se dérouleront en Algérie la campagne préparatoire et le scrutin lui-même permettent, dès à présent, de jeter le doute le plus grave sur la régularité et la sincérité du vote émis ». De plus, le Congrès constate que l'autorité de l'Etat « est battue en brèche en Algérie », et que le problème algérien n'est « ni réglé, ni en voie de règlement. Il a, au contraire, été aggravé par les événements du 13 mai. Ni sur le plan militaire, ni sur le plan politique, ni sur le plan moral nous ne pouvons constater le moindre progrès. La situation est encore plus inextricable ».

J. PERRIN.

(Suite page 3.)

(Suite page 3.)

## Les syndicats devant les « intentions sociales » du général

DANS le tourbillon de la propagande pour le référendum, le général n'a guère eu le temps de préciser sa « politique sociale ». C'est du moins ce qu'affirme l'éditorialiste de « Combat », le 9 septembre, indiquant que si :

Que sont donc ces « intentions sociales » incontestées du général-président ? Le très gaulliste « Combat » les rappelle ainsi : « l'ambition de réaliser un contrat capital-travail ». Depuis le R.P.F., depuis le discours de Saint-Etienne en 1947, nous savons ce dont il s'agit : M. Mollet alors — et bien d'autres — dans « le Populaire » ou dans « Combat », l'explicitèrent : nom à peine nouveau d'une vieille marchandise, resuscitée de la « Charte du Travail » du maréchal défunt, intégration des syndicats dans l'Etat, tout cela est coulé dans le même moule.

Ainsi donc, nous pouvons en croire le très gaulliste éditorialiste de « Combat » : les intentions du général sont sans équivoque ; quant à des décisions, elles ne sauraient tarder dans ce domaine — ne serait-ce que pour fournir un aliment aux « gaullistes de gauche », à l'aile « sociale » et mollettiste du « oui ».

### LES ENSEIGNANTS PRENNENT POSITION

Face à ce problème qui intéresse au premier chef leur exis-

« ... les intentions sociales du général de Gaulle ne sont pas contestées, on n'ignore pas, à Matignon, qu'il reste à les préciser et qu'une telle clarification n'attendra pas la mise au point d'un Exécutif fort et d'un législatif efficace. »

tence et leur avenir, comment réagissent les syndicats ? « Combat » note leur hésitation à prendre position et la met largement au compte de l'incertitude apparente de la politique gouvernementale en matière sociale.

Le jour même où cet article paraissait dans « Combat », pourtant, une organisation syndicale prenait avec éclat position : le Conseil National du Syndicat National des Instituteurs, à l'unanimité, prenait position en faveur du « non ». Une longue résolution indique les raisons de cette prise de position : conformément aux décisions du Congrès de Brest qui avait, en juillet dernier, réaffirmé un certain nombre de principes à la lumière desquels le Conseil National devrait juger le texte constitutionnel et son contexte général, le C.N. du S.N.I. affirme son opposition au pouvoir personnel, son refus de la dictature réactionnaire, son attachement aux libertés ouvrières. Par là, il affirme sa ferme volonté de demeurer une organisation syndicale authentique, indépendante de tout Etat comme d'

tout parti politique, refusant aussi bien « l'intégration à l'Etat que la soumission à un parti politique ».

Cette position a été suivie par la grande majorité de la Fédération de l'Education Nationale autonome. Elle s'inscrit dans la ligne d'une attitude de fermeté que jalonnent les journées des 28 et 30 mai, avec la grève générale des enseignants, les efforts de la direction du S.N.I. au sein du Mouvement syndical Uni et Démocratique, les éditoriaux de Femestier sur le « Refus d'intégrer », les positions du Congrès de Brest... Elle place les organisations syndicales enseignantes au premier rang de la lutte pour la défense des libertés ouvrières. Elle constitue un barrage contre les tentatives de subordination : déjà, dans les derniers jours de mai, la pression des dirigeants du S.N.I. et de la F.E.N., en liaison avec celle d'un certain nombre de responsables Force-Ouvrière, empêcha la direction de cette

# SOCIALISME CONTRE MOLLETISME

**N**OTRE ambition est de grouper tous les socialistes et rien que des socialistes. Il y a place chez nous pour tous ceux qui veulent abattre le capitalisme dans la liberté », a déclaré Édouard Depreux, le 15 septembre, à la conférence de presse où il annonçait la formation du nouveau parti dont il est le secrétaire général provisoire, le Parti Socialiste S.F.I.O. autonome. Le fait que des militants socialistes, fidèles à la classe ouvrière, rompent avec le liquidateur Mollet, c'est là le résultat le plus saillant de ce Congrès d'Issy-Les-Moulineaux, a propos duquel l'hebdomadaire socialiste britannique « Tribune » écrivait la semaine dernière :

« Les socialistes français sont à la croisée des chemins... Ce n'est pas seulement le sort de la France qui est en jeu, mais aussi bien le sort du socialisme européen. Pour la première fois depuis Pilsudski, un parti socialiste est en danger d'abandonner les voies de la démocratie, la base morale du socialisme européen. »

On voit que les socialistes anglais ne s'illusionnent pas sur la nature de la tendance représentée par Guy Mollet, tendance liquidatrice, étrangère et hostile au mouvement ouvrier. Aussi bien, les travailleurs n'ont pas ménagé ces derniers mois leurs critiques les plus acerbes au social-gaulliste Mollet. C'est ainsi que le 8 juillet, alors que Soustelle venait d'entrer au gouvernement, le « Daily Herald », organe officiel du Labour Party (dont organe de la majorité droite), écrivait :

« Soustelle est l'homme qui s'est présenté comme le cerveau politique de la rébellion en Algérie : ... et maintenant, on l'appelle à un poste de chef. Qu'en pense M. Guy Mollet, le chef socialiste, qui a contribué à donner à de Gaulle un aspect de légitimité ? S'il savait qu'un poste important serait donné à Soustelle, a-t-il trahi son parti. S'il ne le savait pas, nous nous demandons quelle excuse il pourra trouver pour rester dans l'équipe du Général. » A vrai dire, le quotidien travailliste sous-estimait ou ferait de sous-estimer le cynisme de G. Mollet : il devait le savoir, il est resté, il n'a cherché aucune excuse, il s'est contenté de se solidariser avec le gouvernement.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que les représentants du Labour Party à Issy-Les-Moulineaux se soient purement et simplement abstenus d'adresser leur traditionnel salut au Congrès. C'est que — et nous l'avons souligné à maintes reprises depuis le 1<sup>er</sup> juin — il y a une différence essentielle, une différence de nature, entre une organisation ouvrière authentique, si droite que puisse être la politique de la direction — par exemple un syndicat américain dont les dirigeants sont les partisans avoués du maintien du régime capitaliste — organisation dont la seule existence constitue une conquête de la classe ouvrière arrachée après de longues luttes — et la tendance de Guy Mollet, depuis que celui-ci, sortant des limites du mouvement ouvrier, s'est rallié à de Gaulle. Pour de Gaulle et son État fort, le mouvement ouvrier organisé en tant que tel doit être éliminé. Dans le cadre de l'association capital-travail ou l'école, il n'y a de place que pour des organisations entièrement domestiquées à l'État bourgeois, des organisations où les ouvriers coexistent avec les patrons à chaque échelon, où les intérêts de classe des exploités ne peuvent plus trouver aucune sorte d'expression. Hier, Guy Mollet, dirigeant droitier de la social-démocratie, organisait à l'échelon parlementaire et gouvernemental la collaboration avec la bourgeoisie. Aujourd'hui, il est le principal lieutenant de de Gaulle dans son entreprise de liquidation du mouvement ouvrier, et tout particulièrement du Parti Socialiste.

Cette œuvre de désagrégation, il l'a poursuivie activement au cours du Congrès d'Issy-Les-Moulineaux, utilisant avec maîtrise le puissant appareil monarchique qu'il a édifié depuis douze ans qu'il est le secrétaire général. « Contrairement à ce que certains affirment aujourd'hui », a-t-il eu l'audace d'affirmer, « aucune réaction populaire n'a eu lieu aux événements du 13 mai ». Il est difficile de pousser plus loin le cynisme. Quand donc le parti qu'il dirige a-t-il appelé les travailleurs à l'action, pour pouvoir affirmer qu'ils n'y eussent point répondu ? M. Mollet était trop occupé à négocier en sous-main avec le général ; et lorsque enfin son parti s'est décidé à appeler les travailleurs à manifester, le 20 mai, leur réponse a été si grandiose qu'elle l'a épouventé et a vaincu ses dernières hésitations, s'il en avait encore, à se jeter dans les bras du général.

M. Mollet déplore la désaffection des masses à l'égard du régime parlementaire ; comme si ceux qui, dès le 2 janvier 1956 pour faire la paix en Algérie, se sont empressés de faire la guerre, n'étaient pour rien dans cette désaffection. Mollet sait d'ailleurs trop bien que si leurs dirigeants avaient mobilisé les travailleurs ou lendemain du 13 mai, ce n'est point pour défendre le parlementarisme qu'ils se seraient battus, mais pour instaurer le socialisme. C'est bien pour cela qu'il a tout fait pour empêcher cette mobilisation ; et il ose les accuser de passivité.

On comprend, dans ces conditions, que M. Mollet n'ait vu d'autre alternative que « de Gaulle ou les Colonels ». Ce qui ne l'empêche pas de déplore que tout le monde, sauf lui, fasse le jeu de ceux qu'il veut bien appeler « les bolcheviks ». Comme s'il ne savait pas mieux que personne — n'avait pas reçu l'assurance personnelle de Khrouchchev lorsque, chef du gouvernement français, il lui rendit visite en mai 1955, que celui-ci méprisait l'esprit libéral qui animait la politique de la France en Algérie ? — que les dirigeants socialistes de Moscou, après avoir été le plus sûr appui de sa politique au cours de ces dernières années, voient d'un œil plus que favorable l'accession au pouvoir du général !

Il serait fastidieux, et au surplus inutile, de suivre tout au long les discours du chef des sociaux-gaullistes. Le ton en est suffisamment révélateur par la lecture qu'il fit de ce document ahurissant de platitudes qu'est sa lettre à de Gaulle du 25 mai. Dans cette lettre, adressée par le secrétaire du parti socialiste à un général, dont les positions réactionnaires sont notaires, il n'y a pas un mot qui évoque le socialisme ou la classe ouvrière ; il y a par contre une révélation : le fameux « je vous ai compris » de de Gaulle à Alger, c'est Guy Mollet qui le lui a soufflé. Ne lui écrivait-il pas le 25 mai : « En Algérie, les Algériens d'origine européenne ont eu peur d'être abandonnés ; ils l'ont dit avec à la fois sincérité et violence ; pour l'avoir entendu une fois en février 1956 (1), je sais tout ce qu'il y a de valable dans ce cri ; je l'ai compris. » M. Mollet a aussi compris l'armée qui, « trop longtemps bouffée, ... a communié ». Tout cela est écœurant.

Un seul point mérite encore d'être relevé dans ce discours : l'attaque hargneuse contre le Syndicat National des Instituteurs, que le chef des sociaux-gaullistes réussit à faire huer par une partie du congrès — fait sans doute unique dans les annales du Parti Socialiste, dont les liens avec le milieu enseignant étaient traditionnels, et qui souligne le travail de destruction accompli par Mollet à l'égard de son propre Parti.

On comprend du reste que l'attitude ferme du S.N.I. et de la F.E.N., qui se sont situés à l'avant-garde de la résistance ouvrière, et ont montré, le 20 mai, que, même à cette heure tardive, les travailleurs étaient prêts à répondre à un appel à l'action de leurs dirigeants — que cette attitude ferme en fasse l'objectif n° 1, pour de Gaulle et ses lieutenants, dans leur offensive de désagrégation du mouvement ouvrier. L'introuvable Mollet n'a-t-il pas annoncé, sur le ton du menace voilée qui lui est familier, le prochain déroulement de « solutions du problème scolaire » ?

La grande opération de ralliement de Deferre au plébiscite a conduit à l'adoption d'une motion sur l'Algérie qui proclame « qu'il ne pourra être de solution au dramatique problème algérien autre que politique, c'est-à-dire résultant de négociations avec les représentants qualifiés de la population, sans aucune exclusion ». On pourrait le prendre au sérieux, si l'on ne se souvenait de ce qu'il est advenu de diverses motions plus ou moins analogues, celle de Lille en particulier. Imaginez qu'aujourd'hui pour de Gaulle, installé au pouvoir par les hommes du 13 mai et plébiscité demain par la grâce de Mollet, cette motion aurait des chances d'avoir une signification pratique quelconque, c'est se moquer du monde. Mais il faut bien passer la galerie. Après tout, le Comité Directeur du Parti Socialiste, dans sa réunion du 9 juillet, n'avait-il pas réclaté : « Que deux questions soient posées et plusieurs textes soumis au référendum ; que les Comités de Salut Public soient dissous, et que le blocage des salaires prenne fin (2) ? » Autant en emporte le vent du social-gaullisme. Cette motion témoigne d'une seule chose : que le problème algérien demeure une préoccupation majeure pour la bourgeoisie française.

De la politique liquidatrice de Mollet, seuls, jusqu'à présent, Depreux et ses amis ont tiré la conclusion qui s'impose : la rupture avec les liquidateurs, seul moyen, pour ces militants, de « rester fidèles à leur idéal ». D'autres socialistes, adversaires du pouvoir per-

sonnel du général, opposés eux aussi à la politique liquidatrice de Mollet, ont cru, comme Gazier, mieux sauvegarder leur parti en se pliant à la discipline de la majorité mollettiste. Ils escomptent visiblement que, sous la pression des difficultés à venir, les illusions qui peuvent subsister sur le véritable caractère de la politique de de Gaulle tomberont très vite. « Nous demandons aux ministres de quitter le gouvernement au premier événement qui justifierait nos appréhensions », a déclaré Gazier.

Certes, ce serait la pire des illusions de croire que le rapit laissé à ses adversaires par de Gaulle et son incapacité à résoudre le problème algérien, comme à faire face à la crise économique qui menace et à la crise financière qui continue, de Gaulle devra passer à l'offensive, sous le signe de l'association capital-travail, contre le mouvement ouvrier organisé. Mais l'une des formes essentielles de cette offensive, c'est précisément le pourrissement de l'intérieur, dont le mollettisme est l'expression la plus manifeste. C'est donc une grande illusion de croire que ce pourrissement envahissant, dont le Congrès d'Issy-Les-Moulineaux a déjà donné suffisamment de signes (3), pourrait favoriser une prise de conscience des socialistes authentiques qui restent encore à la S.F.I.O. Non, la seule voie pour honorer la route du pourrissement, c'est celle qu'ont prise Depreux, Verdier et leurs amis. Il n'y a plus de place dans un même parti pour les liquidateurs sociaux-gaullistes et d'authentiques militants ouvriers.

Dès le lendemain du 1<sup>er</sup> juin, nous avons souligné dans ce journal que la première tâche des militants ouvriers de toutes tendances était aujourd'hui d'organiser la résistance ouvrière à la politique gaulliste de démolition du mouvement ouvrier. Et nous avons montré que cette résistance ne pouvait se mener que sur le terrain de classe, sur le terrain de l'indépendance du mouvement ouvrier, politique et syndical, et non sur celui de la « démocratie bourgeoise ». Dans cette voie,

la constitution du nouveau parti socialiste (S.F.I.O.) autonome est un pas en avant qui peut avoir une extrême importance. Tout en affirmant la volonté de ses amis de « marcher la main dans la main » avec tous les partisans du « non » au référendum, E. Depreux a répondu, dans sa conférence de presse, toute idée de parti commun avec Mendès-France et autres libéraux bourgeois, par les mots que nous avons cités au début de cet article, il a affirmé sa volonté de constituer un parti de classe. Sur ce terrain, le Parti Socialiste autonome peut devenir un pôle de regroupement pour les adversaires ouvriers de l'État fort gaulliste.

(1) Il y a des gens qui comprennent le langage des fleurs. M. Guy Mollet, lui, comprend le langage des tomates.

(2) Cette modestie revendication a été elle-même abandonnée par le congrès d'Issy-Les-Moulineaux, qui se contente d'affirmer que « dans les circonstances actuelles, et pour l'imminent, le parti socialiste considère que la définition détaillée d'un programme économique et social... est superflue (3). Il ne faut faire nulle peine au général !

(3) Rappelons seulement que la mémorable lettre de Mollet à de Gaulle a été élaborée par les « socialistes » d'une partie du Congrès, celle-là même sans doute qui avait de huer le Syndicat National des Instituteurs ! Dans ce groupe se trouvait probablement ce congrèsiste à ralliement, mais attention ! dont parle « le Monde » : M. Robert Lopez.

**abonne-toi à la V**

## Comment de Gaulle

(AUJOURD'HUI 2<sup>e</sup> EXTRAIT DE L

### LA MANIFESTATION DU 28 ET LA GREVE GENERALE DES ENSEIGNANTS

Les journées du 26 et du 27 mai connaissent une agitation fébrile dans les sommets politiques et syndicaux : de Gaulle est là maintenant, le régime agonise. Un certain nombre d'hommes politiques ressentent soudain avec inquiétude la signification d'un avenir sans Parlement, sans gouvernement responsable, brutalement arrachés à la fiction d'un P.B.I.A. résistant, à l'espoir d'un compromis avec Alger, soumis à la pression de tous ceux qui expriment, ils éprouvent la nécessité de faire au moins une dernière démonstration de force. Ainsi naquit, dans la pauvre parlementaire en lund, la fièvre d'une manifestation Nation-République.

La mise au point occupa toute la journée du samedi : les initiateurs du Comité de Défense République (Socialistes, Radicaux, U.D.S.R., M.R.P.) s'installent. C'est à 14 heures, tandis que la F.E.N. prend sur elle de servir de liaison avec le P.C.F. et la C.G.T., l.U.D.E.O. et le C.F.T.C. Il y eut des heures de discussions téléphoniques, ahurissantes pour décider qui marcherait en première ligne, quels mots d'ordre seraient brandis, et que la manifestation serait silencieuse...

En réalité, les uns et les autres étaient inquiets. Aussi bien la direction du P.S. que celle du P.C.F. organisaient que le projet initial ne soit débordé par les masses rassemblées. La matin du 28, L.-G. Robinet esquissa parfaitement dans « Le Figaro » le point de vue de tous en priant le ciel qu'il n'y ait pas d'incident, sans quoi tout serait mis par terre du plan patiemment établi !

En fait, seule la F.E.N. a pris au sérieux la manifestation du 28. Jusqu'à la fin de la semaine précédant la Pentecôte, les dirigeants de la F.E.N. et du S.N.I. avaient participé à la ronde générale autour de la République et des institutions, multipliant les communiqués, les entrevues, les mises en garde et les appels à la vigilance. Un premier débat à la C.A. fédérale du 22 mai avait vu

l'opposer partisans de la grève générale immédiate et partisans d'une politique de prudence et de combat P.B.I.A.

Mais l'effondrement brutal que représente pour beaucoup de dirigeants politiques et syndicaux, un lendemain de l'adhésion à la fois l'indépendance et la naissance. Lorsque Lauté et Forestier réalisent la situation, ils disposent d'un instrument pour agir, et cet instrument va prouver son efficacité.

Non contents d'avoir servi le 27 d'organes de liaison entre les centrales et les Parcs, les responsables de la F.E.N. et du S.N.I. entreprirent, le 28 au matin, de faire un effort particulier à Paris pour assurer la réussite de la manifestation. Plusieurs dizaines de milliers de tracts sont diffusés par les jeunes enseignants (grèves des E.N.S., des I.P.E.S., M.I. et S.E.) aux bouches du Métro et à la porte des usines. Le tract du Syndicat de l'Enseignement affirme :

« La dernière déclaration du général de Gaulle ne laisse plus place à aucune équivoque : elle est un défi aux travailleurs, un peuple de France tout entier. « Il ne s'agit ni d'un gouvernement, ni d'une Constitution, mais de nos libertés les plus élémentaires : liberté d'expression, liberté de réunion, liberté syndicale, droit de grève, sont aujourd'hui menacés par le pouvoir militaire. Tous ensemble, ouvriers et employés, groupés par usine et par entreprise, sans distinction d'organisation syndicale, tous à 17 heures, à la Nation. »

Le matin même du 28, les bureaux du S.N.I. et de la F.E.N. décident de lancer un ordre de grève générale pour le vendredi 30. Ils ne rendront cette décision publique qu'au soir du même jour, après la manifestation et

**NON**

(Suite de la page 1)

Et, pour conclure, le Congrès radical déclare que le référendum « ne résout rien quant à l'avenir du pays ». Quel enthousiasme !

Par son attitude en apparence paradoxale — donner une série de raisons pour voter NON et appeler à voter OUI — le parti radical a parfaitement reflété à la fois les déchirements et les hésitations de toute une fraction de la bourgeoisie, et les craintes de son personnel parlementaire.

Nombres sont les éléments responsables de la bourgeoisie qui hésitent parce qu'ils se sentent entraînés dans une situation sans issue. Ils comprennent bien que la politique française est entièrement dominée par la crise née de la révolution algérienne, et que c'est se leurrer totalement que de croire que de Gaulle domine cette crise. Le général eût été parfait comme général sans avoir fait. Un pouvoir fort eût pu endiguer la crise sociale provoquée par la perte des plus importantes possessions coloniales. Il aurait été idéal pour assurer une transition pendant laquelle la bourgeoisie se serait adaptée à la nouvelle situation.

Mais il est en fait venu un pouvoir trop fort, et c'est décevant. Il n'y a, après lui, plus rien. La bourgeoisie tremble devant l'idée de se retrouver un jour, sans préparations, dans les pires conditions que jamais. Et si l'on en lit à ses premiers résultats, les polémoses du général-président n'est-elle suffisamment et à l'égard de sa personne inquiétante. Il n'y a pas l'ombre d'une solution pour l'Algérie, et en Afrique, si elle n'est pas, le moment venu, le mouvement d'émancipation fait de grands pas en avant, comme l'Algerie, la Libye, le Sahara, le Togo, d'appeler la Gaëlle à voter NON « pour qu'elle soit indépendante le 13 septembre ».

La bourgeoisie libérale croit que c'est un pari risqué que de tout miser sur l'existence du parti ouvrier, mais elle n'est pas non plus sûre de son à la plus réactionnaire qui est aussi la plus équivoque, et...

poser ouvertement une autre politique — en fait la négociation en Algérie. Aussi, il ne lui reste qu'à anouer son impuissance, à s'abandonner au pouvoir personnel. Seuls, les éléments les plus conséquents de cette fraction « libérale » tirent les conclusions de la situation. Ils pensent que de Gaulle échouera et que, dans la crise alors ouverte, la classe ouvrière risque fort de poser sa candidature à la direction du pays. Il faudra alors pour la canaliser, la maintenir dans les cadres de la société capitaliste et cela, seule une politique de Front Populaire peut le permettre, politique dont il faut dès aujourd'hui assurer les bases en écartant au premier rang des antagonistes. C'est là le jeu de Mendès-France auquel, dès maintenant, d'ailleurs, le Parti Communiste Français se prête en espérant de sa propagande tout ce qui concerne spécifiquement le mouvement ouvrier, et en se situant isolément sur le terrain de la démocratie-bourgeoise.

Le Congrès radical reflète aussi, dans ses réactions du personnel parlementaire. C'est là son côté décevant. Les politiciens professionnels de la IV<sup>e</sup> ont bien vu, dans le régime qui s'est mis à travers la préparation du référendum, ils n'ont plus le premier rôle. Et ils protestent, ils font savoir qu'ils sont toujours là et ils attendent même que rien n'est changé. On a sérieusement écarté des candidats, du Parlement. La vraie politique se fait ailleurs — et d'abord à Alger. Les orateurs des Comités de Salut Public ont traité comme il convenait « les résidus du système ». M. Habib a déclaré que les résolutions du Congrès ne représentaient pas « l'âme du pays ».

On ne triera pas les OUI selon qu'ils seront enthousiastes, réservés ou honteux. Dire OUI, ce sera dire OUI à Soustelle et aux Comités de Salut Public; on leur demande pas plus. Quant aux critiques dont certains assurent leur OUI, on verra après le référendum comment les tenent...

Le gouvernement se soucie peu des remarques de M. Gaillard et des motions de M. Defferre. Il continue la mise en place du dispositif qui lui permettra de frapper le mouvement ouvrier, de s'attaquer aux libertés démocratiques. L'immobilisme du gouvernement de Gaulle face aux grands problèmes que, selon ses chantages, il devait résoudre d'un coup devra être compensé par une grande « activité intérieure ». Chaque échec de de Gaulle, rend sa position encore plus instable, le contraint pour tenir à satisfaire encore plus Alger et l'oblige, par voie de conséquence, à se heurter au mouvement ouvrier.

Déjà l'attentat contre Soustelle a été l'occasion d'une manœuvre de grand style. Le ministre de l'Intérieur a publié un communiqué dans lequel il est dit qu'il convient de démontrer l'aide que trouvent les organisations terroristes du F.L.N. auprès des communistes de « l'humanité » et de « libération », dans une collusion manuellement trop certaine. C'est là un procédé de basse police qu'on appelle l'amatouillage.

Il prépare l'opinion à ce que des coups soient portés contre des organisations ouvrières au nom de la « patrie en danger ». D'abord les organisations staliniennes que leur politique isole, puis toutes celles qui gêneront le gouvernement.

Parallèlement, une campagne de presse violente est menée contre les organisations syndicales de l'Enseignement dont la réaction compréhensible l'importance et quelle recherche à affaiblir.

C'est dans le cadre d'une offensive générale contre le mouvement ouvrier que se prépare le référendum-lobotomique du 28 septembre. C'est dans le cadre de la résistance à cette offensive que les militants révolutionnaires appelleront à voter NON le 28 septembre et feront tout pour qu'un vote massif de la classe ouvrière exprime clairement sa volonté de combat.

- NON au pouvoir personnel!
- NON à toutes les mesures antidémocratiques d'infatigable centre le mouvement ouvrier!
- NON au blocage des salaires!
- NON à la guerre d'Algérie!

**Les syndicats et le général**

(Suite de la page 1)

centrale et, par ricochet, celle de la C.F.T.C., d'accepter le poste ministériel que leur offrirait le général, puis, quelques semaines plus tard, de se rallier à la formule du Sénat syndicalo-patronal.

**UNE NEUTRALITÉ A SENS UNIQUE**

La position des organisations enseignantes, dont les dirigeants ne sauraient en aucune manière être confondus par la propagande de M. Soustelle avec « l'opposition communiste », a un écho important au sein de Force-Ouvrière.

Il s'est révélé très tôt, durant les jours de mai, au sein de cette confédération, une tendance favorable au gaullisme et à ses « thèmes sociaux ». Récemment encore, répondant à une enquête du sieur Hamlet, du « Figaro », cinq responsables d'organisations F.O., dont Ferri-Pisani et Gendron, ont repris ces conceptions antisyndicales: limitation du terrain syndical à la « revendication professionnelle », recours à l'arbitrage de l'Etat et, par là-même, suppression des périodes de « épouse sociale » — et « d'agitation sociale ». Pour ce faire, les mêmes individus revendiquent la représentation directe des « grandes familles professionnelles » dans les institutions nouvelles. Hamlet note, pour ceux qui n'auraient pas compris, qu'il s'agit là « d'un dessein des vases et ambitieuses structures confédérales ». En réalité, c'est la corporation du Maréchal ou du Duce !

Que représente réellement cette attitude pro-gaulliste dans la Confédération? Et quelle est, en particulier, l'attitude du Bureau et du Secrétariat Confédéral de Force-Ouvrière?

L'attitude capitaliste et équivoque est la note dominante des positions prises par les dirigeants Force-Ouvrière, comme durant les journées de mai 1958. Aujourd'hui, ils semblent, tout au moins pour certains, vouloir préserver l'indépendance de la Confédération. Mais, penchant pour le « oui », ne préparent-ils pas le terrain à l'ultime capitulation que représenterait l'intégration des syndicats à l'Etat gaulliste?

**DES CANDIDATS SÉNATEURS**

En juin, lorsqu'il fut question de créer un Sénat avec participation de syndicalistes (aux côtés des évêques, des maréchaux, etc.), le Bureau de F.O. dit son opposition et Marcel Baban, dans l'organe de la Confédération, écrivit :

« En participant à l'exercice du pouvoir par de telles voies, le syndicalisme libre ne signerait-il pas lui-même son arrêt de mort ? » Le 7 août, Robert Bothereau, dans l'édito de F.O., s'alarme :

« Dieu sait jusqu'où peut aller le zèle des réformateurs quand la vaine des réformes est ouverte! Réforme des institutions, mais aussi réforme des rapports professionnels et réformes aussi du syndicalisme », idée qu'il reprend quinze jours plus tard :

« On ne pourrait concevoir qu'on veuille faire table rase des longs efforts constructifs du passé, ni bouleverser la base des rapports professionnels jusqu'à entraîner une modification des structures fondamentales du syndicalisme. » André Bergeron est d'ailleurs encore plus précis dans le même numéro, à propos de la garantie contre le risque chômage :

« Certains disent, se croient en mesure de tirer des conclusions en énonçant notamment l'association capital-travail. Nous savons trop où

cela mènerait. Le mouvement syndical est majeur. Il se détermine au sein de ses instances régulières. Il continuera à le faire sans trop s'occuper de spéculations des réformateurs qui, au lendemain des événements du 13 mai, voudraient décidément nous entraîner dans des voies où nous ne voulons pas aller ».

Si donc les responsables de la Confédération semblent se refuser aux formules gaullistes de l'association capital-travail et de l'intégration des syndicats dans l'Etat, par contre leur position, en ce qui concerne le projet constitutionnel, est absolument condamnable. Les deux derniers édits de Force-Ouvrière (signés d'ailleurs F.O. et non Robert Bothereau) évitent d'aborder le problème de front : l'un affirme la nécessité de réformes sociales, l'autre, sous le titre « oui au droit syndical » reprend la même revendication — et oppose la « double échelle mobile » (prix-productivité) à l'association capital-travail. Mais si le Bureau évitait toute prise de position, par contre André Lafond, revenant du périple africain avec le général, se fait, dans le numéro du 4 septembre, le héros du « oui ».

En fait, la neutralité des dirigeants de F.O. est un peu à sens unique : jusqu'à présent, seuls se sont exprimés dans la presse — y compris la presse confédérale — les partisans du « oui ». Pourtant, les réserves et les réserves traduites par ailleurs les craintes et les hésitations de ces syndicalistes devant l'avenir que leur réserve le gouvernement de Gaulle-Soustelle.

A l'intérieur du Bureau Confédéral, nul doute que Richard et Lafond soient prêts à devenir députés, sénateurs ou ministres du Général. De plus, le fait même que la Commission Exécutive, dans sa dernière résolution, tout en laissant l'ères les syndicats de se prononcer selon leur choix, penche d'une façon non équivoque vers le « oui », n'est pas sans entraîner les plus graves craintes pour l'avenir. Car il serait puéril de croire que la pression de « l'Etat fort » (que nous prépare le Gouvernement) sur le mouvement syndical va se relâcher. Le dilemme dans lequel se débat la direction F.O., tout au moins ceux de ses membres qui n'ont pas d'ores et déjà choisi de Gaulle et l'Etat fort, n'est en rien résolu.

Sur la question centrale de l'attitude des syndicats par rapport à l'Etat, le « oui » honteux ne peut que renforcer la position de ceux qui veulent liquider les syndicats en général et leur contrôle en particulier.

**LA C.G.T. HORS CIRCUIT**

Il est particulièrement regrettable de constater à quel point les dirigeants staliniens de la C.G.T. ont à peu près complètement retiré du circuit de la lutte contre le « oui » leur centrale syndicale. En dehors des réunions de sommet, aucune réunion des sections syndicales de base. La vie de la C.G.T. est à peu près réduite à zéro. Tout passe par l'appareil des cellules du P.C.F. Une telle attitude comporte également les plus graves dangers pour l'avenir. Car le mouvement syndical a ses motifs particuliers de se battre pour le « non ». Ne devrait-il pas formuler un programme spécifique de lutte contre la dictature? La C.G.T. ne devrait-elle pas dès aujourd'hui mobiliser ses sections dans une campagne réelle d'action? La « disparition » de fait de la C.G.T. dans les entreprises, son retrait par rapport au P.C.F. sont la marque d'une orientation précise du Bureau Politique de ce dernier, que nous analysons par ailleurs.

**A pris le pouvoir**

A BROCHURE DE R. LANGLADE)

Après avoir pris contact avec la C.G.T. et Force-Ouvrière pour tenter d'élargir cette grève, au moins à toute la Fonction publique... La manifestation du 28 fut un éclatant succès. Les travailleurs s'y mêlèrent, sans souci d'organisation, de première ligne ou de silence. Mais, en même temps, le puissant service d'ordre maintint le cadre imparté. 24 séries, comme toujours en pareil circonstance, le rôle essentiel revient au P.C.F. : ce sont ses responsables qui lancent mots d'ordre et chants à répétitions. Aux manifestants qui, sur cent mètres, rassemblés par le Comité d'Action Révolutionnaire, lançaient « A bas de Gaulle » et chantaient « l'Internationale », un dirigeant du P.C.F. et de la C.G.T., Thoirain, prétendit imposer le silence avec cet argument : « Ce ne sont pas des mots d'ordre du Comité central! ».

Place de la République, où les manifestants hésitent longtemps avant de se disperser, le service d'ordre de la manifestation s'acharna à maintenir le calme, à empêcher tout heurt avec les C.R.S. dissimulés à quelques dizaines de mètres. Trotzkyistes, anarchistes, syndiqués C.G.T., des échantillons en fer, qui s'étaient quelques jours plus tôt réunis dans un « Comité d'Action Révolutionnaire », avaient formé dans la manifestation un boyau de quelques centaines de gars décidés qui tentèrent en vain de forcer le barrage des responsables de la dislocation. La voie qu'ils voulaient était la seule susceptible d'intéresser à de Gaulle le pouvoir. Celle que les dirigeants P.C.F. et Socialistes ont choisie : la passivité « parlementaire » a entraîné l'échec.

Le soir même du 28, à 21 heures, le Bureau de la F.E.N. rendait public son ordre de grève de 24 heures. La journée du jeudi fut consacrée à la préparation de ce mouvement, et pour Paris d'un meeting prévu pour 11 heures, à la Bourse du Travail.

Les Confédérations ouvrières avaient refusé de s'associer au mouvement. La C.G.T. se contentait d'un vague texte de solidarité (au reçu de ce texte, les dirigeants enseignants devaient dire aux responsables de la C.G.T. que c'était bien peu). La F.E.N., entreprit, sur le plan parisien, d'appeler les travailleurs à manifester plus concrètement leur solidarité avec les enseignants en grève.

De nombreux tracts furent diffusés par les jeunes de l'Enseignement aux portes des usines.

La grève du 30 fut un succès : dans toute la France, professeurs et instituteurs, dans des proportions de 70 à 90%, ont suivi l'ordre de grève. A Paris, un vibrant meeting rassembla le 1<sup>er</sup> près de 10.000 personnes. Jusqu'à la dernière minute, la préoccupation essentielle des confédérations fut de saboter cette action. Ce sont au meeting de Lauré par les oris de « l'Unité » et « l'Action »! C'est Eugène Hénaff qui quitte le meeting après que les orateurs aient soutenu combien il était regrettable que les enseignants aient été laissés seuls dans la bataille, un disant : « J'ai mieux à faire que d'écorner des discours, ce soir nous manifestons aux Champs-Élysées ». Le soir, effectivement, quelques centaines de militants du P.C.F. se font matraquer par la police « républicaine » sur les Champs-Élysées...

La manifestation du 28 a prouvé que la grande masse des travailleurs est prête à répondre à l'appel, pour peu qu'elle sente une décision ferme, une orientation nette, des mots d'ordre et des formes d'action générales et claires. La grève du 30 a prouvé par l'exemple d'une corporation tout entière que toutes les corporations étaient prêtes à se lancer, pourvu qu'on les appelle à un mouvement d'ensemble sur des mots d'ordre clairs, avec des formes d'action générales.

A cela, les Confédérations et les grandes directions ouvrières ont préféré l'attentisme et la confusion.

**Robert LANGLADE**

**COMMENT DE GAULLE A PRIS LE POUVOIR**

1 brochure 200 francs franco

C. C. P. S. P. E. L. 6032-01 PARIS

# LE NON OUVRIER A LA DICTATURE

(Suite de la page 1.)

ne peut faire qu'à sa manière il ne vérifie le marxisme. Les «hommes» en général n'ont aucune existence sociale. Il y a la classe ouvrière trahie par ses «chefs». Il y a la classe capitaliste, son Etat, son armée, sa police, dont Mollet est le plat valet.

★

Après tout, ce que peut penser Mollet a aujourd'hui assez peu d'importance. Social-gaulliste, il a personnellement abandonné le terrain de la classe ouvrière. Il est tombé plus bas que n'est jamais tombé Millerand quitant, au début du siècle, le mouvement socialiste pour devenir ministre aux côtés du général versailles Gallifet.

★

Nous vivons un temps d'avilissement à peu près total de la pensée socialiste dans les rangs mêmes du mouvement ouvrier, ou plutôt dans ses sommets bureaucratiques. La révolution prolétarienne est devenue un objet de risée, matière à plaisanterie parmi ceux qui, s'étant hissés sur les épaules de la classe ouvrière dans de confortables carrières, n'ont, depuis des dizaines d'années, d'autre perspective que la défense du parlementarisme bourgeois.

## ENGELS ET LE BOULANGISME

Dans les années 1888-1889, le général Boulanger tente d'instaurer en France un pouvoir fort. Démagogue, chauvin, il promet la lune à tous et à chacun. Dans le mouvement socialiste de l'époque, il y a des hésitations. Quelques-uns, peu nombreux, se laissent prendre à la démagogie boulangiste. D'autres font alliance avec les radicaux antiboulangistes. Friedrich Engels, le compagnon de Marx, fustige les uns et les autres. Il écrit à Paul Lafargue :

« Si les Français ne voient pas d'autre issue que, soit un gouvernement personnel, soit un gouvernement parlementaire, autant renoncer à en trouver une. Ce que je voudrais, c'est que nos amis montrent qu'il y a une troisième voie, réelle, celle-là, en dehors de ce faux dilemme. » (3 juin 1888.)

Quelle est cette troisième voie «réelle» ?

« Il est clair, d'autre part, que ce désir d'un sauveur de la société,

s'il existe réellement dans les masses, n'est qu'une autre forme du bonapartisme, et je ne puis donc me résoudre à croire qu'il soit aussi profondément enraciné et aussi vraiment populaire que certains ne le disent. Que nos amis combattent les radicaux, fort bien, mais qu'ils les combattent sous leur propre drapeau. » (15 juillet 1889.)

Pour Engels, les choses sont claires. Il est impossible, même si une fraction du peuple est trompée momentanément par le «Sauveur», que les masses puissent longtemps se laisser duper. S'il est vrai que le parlementarisme contribue à attiser dans les masses «le mécontentement provoqué par la République bourgeoise (4 février 1889), il faut ne pas «oublier la vieille politique traditionnelle du prolétariat au point d'être en coquette avec un parti bourgeois». C'est pourquoi, poursuit Engels dans cette même lettre du 2 janvier 1889 : « Je n'ai jamais demandé davantage que la reconnaissance finale du fait que cadettistes (radicaux) et boulangistes sont également puants. »

★

Radicaux et boulangistes se situent sur le même terrain du chauvinisme bourgeois, les uns dans le cadre du système de la République parlementaire, les autres en voulant instaurer le pouvoir personnel. Le parti du prolétariat ne saurait se placer sur le terrain commun de ces deux fractions de la bourgeoisie. Il doit dresser son drapeau, son propre programme de défense des libertés ouvrières. Si les radicaux veulent combattre le boulangisme, fort bien ! qu'ils le fassent, mais nous maintenons notre indépendance politique et d'action ; tel est l'enseignement d'Engels.

Les réalistes de toutes nuances de notre temps observeront avec un sourire méprisant : tout ça c'est de l'histoire ancienne. Les uns, qui ont besoin, pour tromper les masses, de se couvrir du drapeau du marxisme — les staliniens — injurieront un peu plus les révolutionnaires. Les autres, à leur remorque — Martinet et Cie — commettront articles prétentieux sur discours non moins prétentieux pour affirmer la nécessité de «repenser» les problèmes. Tous se retrouveront sous la houlette de Mendès-France pour définir un programme de retour au parlementarisme bourgeois, lequel nous a amené de Gaulle au pouvoir.

## THOREZ A DROITE DE MENDÈS-FRANCE

La prose des dirigeants staliniens, leurs discours donnent une image assez fidèle de la politique réelle du PCF, pâle reflet de celle du parti radical-socialiste.

Dans le dernier numéro de «France Nouvelle», dans un article consacré au Congrès du parti radical, Jean Meunier écrit :

« Il est évident qu'une telle prise de position — celle de Mendès-France — correspond aux sentiments républicains de notre peuple. Les propos de Mendès-France confirment que les communistes ne sont pas seuls, etc. »

Où est donc, dans toute cette politique, le drapeau indépendant du parti du prolétariat, demandé par Engels ? Les dirigeants stalinien n'ont pas d'autre voie, pas d'autre programme, que ceux proposés par le «cadettiste» Mendès-France. Il faut d'ailleurs reconnaître que les bonzes du PCF se situent même politiquement à droite encore de Mendès-France, lequel, contrairement à Meunier, a au moins dénoncé Bourges-Maunoury, rallié au «non». Qu'importent les problèmes de la guerre d'Algérie et les responsabilités d'un Bourges-Maunoury ? Thorez n'a-t-il pas déclaré, à la conférence nationale du P.C.F., les 16 et 17 juillet :

« Cette question de la guerre d'Algérie, comme la question des revendications, trouveront une solution ailleurs. »

Comme s'il était possible de mobiliser les masses contre la dictature sans dénoncer le rôle de ceux qui, tel le radical Bourges, ont dit non aux revendications et amplifié la guerre d'Algérie ! C'est là que nous touchons au point central de toute l'orientation du P.C.F. Du 13 mai au 1<sup>er</sup> juin, Thorez a refusé d'engager les masses au combat. Il affirme lui-même que c'est seulement à partir du 27 mai que les directions du P.C.F. et de la C.G.T. ont appelé à l'action, dans des formes telles que, la responsabilité écrasante de Mollet mise à part, ces actions étaient vouées à l'échec. Nous y reviendrons. Pourquoi ? Par crainte des conséquences révolutionnaires de la mobilisation des masses. De même aujourd'hui : ce passage d'un article de Waidek-Rochet, devenu la Bible de l'appareil, exprime la quintessence de la politique des stalinien :

« A notre époque, écrit ce «théoricien» dans «L'Humanité» du 22 août 1956, il est devenu possible d'utiliser, dans certaines conditions, le régime parlementaire comme l'une des formes du pouvoir pour réaliser la révolution socialiste par des moyens pacifiques. »

Si cela était vrai, la moindre honnêteté envers le marxisme commanderait à Waidek-Rochet de montrer sur quoi et comment, à l'époque du capitalisme pourrissant, de l'impérialisme, défini par Lénine comme la réaction sur toute la ligne, le prolétariat est placé dans de meilleures conditions pour réaliser le socialisme par la voie parlementaire, que dans les conditions du capitalisme ascendant au temps d'Engels. Un capitalisme ascendant où la classe ouvrière pouvait arracher, non par la voie parlementaire certes, mais par la seule action de classe résolue, des libertés plus larges pour s'organiser et se défendre. Il est vrai que parler d'honnêteté avec un bureaucrate stalinien, c'est vouloir appliquer un couteau sur une jambe de bois. Passons, car il y a plus. L'expérience de tous les pays du monde, et particulièrement l'expérience de ces vingt dernières années en France, démontre éloquentement que le «régime parlementaire», en 1936, a logiquement amené la guerre, la débâcle et Pétain, et non la «Révolution socialiste par des moyens pacifiques» ; que le «régime parlementaire», réédité en 1944, a amené de Gaulle, et non la «Révolution socialiste par des moyens pacifiques». Qu'en d'autres termes, l'enseignement d'Engels est encore plus valable pour aujourd'hui que pour les années 1888-1889. Les réalistes de toutes tendances, de Thorez à Martinet, peuvent-ils nous prouver le contraire ?

## VOIE PARLEMENTAIRE ET CLASSES MOYENNES

Pour le prolétariat, c'est devenu une question de vie ou de mort que de combattre les positions réactionnaires et antimarxistes de la direction stalinienne. Le régime du parlementarisme bourgeois consacre la domination du capital sous toutes ses formes. Quand les formes de la démocratie bourgeoise s'avèrent impuissantes à maîtriser des contradictions qui risquent, en éclatant, d'entraîner à la mort le système capitaliste, la bourgeoisie, dans sa quasi totalité, s'incline. On l'a vu, dans la période qui a précédé l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, où, après avoir voulu s'accrocher au système parlementaire, la plupart des dirigeants et publicistes de la classe dominante se sont agenouillés devant le «Sauveur», Paul Reynaud, Pflimlin, Teitgen, Beuve-Méry et autres. Une partie du personnel politique de la

bourgeoisie «résistait», pendant ce temps, pour préparer une relève qui pourrait s'avérer ultérieurement nécessaire.

★

La tarte à la crème de toute la politique stalinienne, c'est l'alliance entre les classes moyennes et la classe ouvrière. Oui, il est vrai qu'il est impossible d'avancer sur la voie de la Révolution sans que le prolétariat entraîne à ses côtés les classes moyennes. Mais une première question se pose : qu'a fait le parlement bourgeois pour «la paysannerie travailleuse, les intellectuels et les couches moyennes des villes et des campagnes» ?

— Les budgets de guerre ont été s'élevant chaque année depuis 1944, alors que le pays manque d'écoles et que le pouvoir d'achat des enseignants ne correspond en rien à la fonction qu'ils occupent ; alors que, tout dernièrement encore, les gouvernements parlementaires ayant démontré leur impuissance face aux pinardiers, les professeurs ont dû, avec les étudiants, manifester dans la rue, afin que la proposition de construction des locaux de la nouvelle Faculté des Sciences sur l'emplacement de la Halle aux Vins soit prise en considération.

— La paysannerie travailleuse n'a-t-elle pu arracher quelque amélioration de son sort autrement qu'en édifant des barrages et en organisant des mouvements d'action directs (septembre-octobre 1953) à la suite de la grève générale d'août 1953 ?

Centre les revendications légitimes de ces couches de la population, comme un seul homme toute la bourgeoisie s'est dressée. En fait, et l'expérience le démontre, l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes ne peut se réaliser que dans l'action. L'accord entre les fractions parlementaires prétendant exprimer les intérêts des classes moyennes (radicaux) et celle des partis ouvriers (P.C.F. et P.S.) s'est toujours retourné en fait contre les classes moyennes comme contre la classe ouvrière.

Pour ne prendre qu'un exemple des possibilités que l'action ouvrirait, rappelons l'expérience de 1944. A cette époque, l'économie du pays était en pleine désorganisation ; la direction de la C.G.T. adressa un questionnaire aux commissions de production qui rassemblaient dans chaque entreprise ouvriers, techniciens et cadres. Des conférences de branches d'industrie furent convoquées, où des délégués arrivèrent avec un tableau des possibilités de remise en marche de l'économie, et des mesures à prendre à cette fin, réellement extraordinaires. L'initiative des masses s'était donnée libre cours. Qu'ont fait les dirigeants stalinien de la C.G.T. ? Ont-ils préconisé que ces commissions prennent le contrôle de la production dans chaque entreprise, qu'elles élitent, dans chaque branche et entre les branches, des commissions permanentes, qui auraient assuré, sous le contrôle des travailleurs, la remise en marche de l'économie ? Que non pas ! A la suite de Thorez, les bureaucrates de la C.G.T. ont décrété qu'il n'y avait qu'un seul responsable dans l'usine : le patron (baptisé «patriote» pour la circonstance). Le travail immense de la base se concrétisa dans la comédie sans lendemain d'une conférence convoquée à Clichy, où Frachon bavarda deux heures. Les rapports allèrent dormir dans les Fédérations avant d'être jetés à la poubelle. Le résultat :

— Les cadres, qui adhèrent en masse à la C.G.T. après la Libération, constatant que la classe ouvrière (réduite à l'impuissance par ses dirigeants) s'avérait incapable d'assurer le contrôle ouvrier de la production, désertèrent l'organisation syndicale. Ils affluèrent à la patronale Confédération Générale des Cadres, dont la direction est

aujourd'hui gaulliste à 100 %. La classe ouvrière, refusant la responsabilité du pouvoir, les cadres, qui étaient prêts à travailler dans la dignité de leur fonction sous la direction du prolétariat, redévinrent les serviteurs du patronat.

★

Cet exemple, pris dans le domaine de la vie économique, pourrait être complété par d'autres pris dans le domaine politique. En capitulant devant les patrons, les dirigeants stalinien condamnèrent les cadres et techniciens — fraction des classes moyennes — à se rassembler autour du patronat. En capitulant devant le système du parlementarisme bourgeois, ils condamnèrent à nouveau ces couches des villes et des campagnes à se rassembler en partie autour de la bourgeoisie, laquelle dans son ensemble s'est tournée vers le pouvoir fort.

## CONTRE LA POLITIQUE DU PIRE

Le prolétariat révolutionnaire en lutte avec son propre drapeau n'est jamais pour la politique du pire. Que penser du pathos «optimiste» d'un Duclos qui, dans un article rédigé pour le premier numéro de la revue mondiale du stalinisme, la «Nouvelle Revue Internationale», écrit :

« Le fait que les milieux dirigeants de la bourgeoisie aient été ainsi amenés à recourir à de Gaulle, qu'ils gardaient en réserve, ne saurait donc être considéré comme un signe de force. On peut y discerner, au contraire, une marque de faiblesse et la preuve que la bourgeoisie ne parvient plus à gouverner par les moyens démocratiques habituels. »

A la bonne voire ! Il est vrai que le remplacement du système du parlementarisme bourgeois par le pouvoir fort démontre la peur de la révolution chez les classes dominantes. Il n'en reste pas moins que la constitution gaulliste entraînera inévitablement la remise en question de toutes les libertés ouvrières, chèrement conquises par le prolétariat dans un combat plus que séculaire : les libertés de presse, de réunion, d'organisation, le droit de grève, etc., risquent fort d'être remis en question. Si le recours à de Gaulle n'est pas un signe de force pour la bourgeoisie à l'échelle historique, le fait que le général ait pris le pouvoir n'en constitue pas moins un indéniable signe de faiblesse pour le prolétariat, qui paiera très cher son échec. Le pouvoir fort représente la preuve que, trahie par «ses milieux dirigeants» (Duclos, Thorez et Cie), la classe ouvrière a subi une lourde défaite dans sa lutte de classes, laquelle, si le P.C.F. pouvait poursuivre sa politique de démobilité, conduirait au désastre. Pas un militant ouvrier, à quelque tendance qu'il appartienne, ne pourra se satisfaire de l'optimisme du bureaucrate qui insinue : «Après de Gaulle, ce sera nous.»

★

Le gouvernement de Gaulle s'apprête à porter les coups les plus durs à la classe ouvrière pour la désorganiser. Tout le problème réside présentement en ceci : définir un programme d'unité d'action aux fins de protéger et de défendre les organisations et les libertés ouvrières.

Quel programme ? Quelle politique ? C'est ce que nous traiterons dans un prochain article.

Le Gérant : P. LAMBERT.

PRESSES OUVRIÈRES,  
7 Rue Victor-Hugo,  
MONTREUIL.